

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 34.621/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 34.621/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation relatifs à un bien classé", a donné le 18 mars 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 december 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed", heeft op 18 maart 2003 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Contrairement à ce que laisse entendre l'alinéa 1^{er} du préambule de l'arrêté en projet, celui-ci ne trouve pas son fondement dans l'article 108 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, mais dans l'article 33 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier. En son alinéa 1^{er}, cette disposition habilite en effet le Gouvernement à fixer les conditions d'octroi du subside visé à l'article 32 ⁽¹⁾, la procédure, et les parts d'intervention des pouvoirs subsidiaires.

Dans le préambule de l'arrêté en projet, il convient donc d'omettre l'alinéa 1^{er}.

2. Si l'arrêté en projet trouve son fondement légal dans le seul article 33 de l'ordonnance précitée du 4 mars 1993, il doit être mis en rapport avec d'autres dispositions de cette ordonnance et de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée qui ont pour objet d'instaurer un régime nouveau de permis unique en matière d'urbanisme et de conservation du patrimoine.

En effet, plusieurs dispositions du projet à l'examen ⁽²⁾ ont trait à l'hypothèse dans laquelle les actes et travaux subventionnés sont subordonnés à l'obtention d'un permis d'urbanisme. A aucun moment, ces dispositions ne font allusion à l'autorisation visée par l'article 27 de l'ordonnance du 4 mars 1993.

⁽¹⁾ A savoir le subside octroyé lorsque des travaux de conservation d'un bien classé relevant du patrimoine immobilier sont nécessaires.

⁽²⁾ Voyez notamment l'article 2, alinéa 2, l'article 4, l'article 6 et l'article 7, §§ 1^{er} et 3, 1^o.

Compte tenu de cet élément, il doit être rappelé que le nouveau régime de permis unique est établi par les dispositions suivantes de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ⁽³⁾ :

- l'article 33, 2° et 3°, qui modifie l'article 84 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;
- l'article 44, qui remplace l'intitulé de la section IX du chapitre III, du titre III de la même ordonnance;
- l'article 45, qui remplace l'article 139 de la même ordonnance;
- l'article 46, 2°, qui modifie l'article 140 de la même ordonnance;
- l'article 47, qui remplace l'article 141 de la même ordonnance;
- l'article 48, 1°, qui modifie l'article 142 de la même ordonnance;
- les articles 68 à 71, qui modifient les articles 12, 14, 27, 37 et 42 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;
- l'article 72, qui modifie l'article 14 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement.

Conformément à l'article 74, § 1^{er}, de l'ordonnance du 18 juillet 2002, le Gouvernement doit fixer la date d'entrée en vigueur de ces différentes dispositions modificatives.

⁽³⁾ Cette ordonnance modifie par ailleurs l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ainsi que l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

En l'état des textes publiés au Moniteur belge, ceci n'est pas encore le cas ⁽⁴⁾.

Par conséquent, l'adoption de l'arrêté en projet ne pourra intervenir que si le Gouvernement a préalablement décidé de l'entrée en vigueur des articles précités de l'ordonnance du 18 juillet 2002. En outre, la publication de l'arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que l'entrée en vigueur de l'arrêté ne précède pas celle de ces dispositions législatives ⁽⁵⁾.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 6° de la disposition à l'examen, sont reprises au titre de "bénéficiaire public", les fabriques d'église.

(4) L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, fixe la date d'entrée en vigueur des seuls articles 33, 1°, et 45 (à l'exception du 3° de l'article 139 de l'ordonnance du 29 août 1991 tel que modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002). Ces dispositions sont entrées en vigueur, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 2002, le 17 janvier 2003, date de la publication de cet arrêté au Moniteur belge.

(5) Sur cette question, voy. l'avis 33.908/2/V, donné le 28 août 2002, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les permis d'urbanisme et de lotir sont délivrés par le fonctionnaire délégué", ainsi que l'avis 34.211/4, donné le 27 novembre 2002, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme".

Au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, la section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs ne sont pas repris, au même titre, et de manière plus générale, les "administrations chargées de la gestion du temporel des cultes reconnus et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues" ⁽⁶⁾.

2. Au 6° également, il y a lieu de préciser ce que l'on entend par "écoles de l'enseignement public et libre". La question se pose en effet de savoir si sont ainsi visés tous les établissements d'enseignement, quels qu'ils soient et quel que soit le degré de l'enseignement qui y est dispensé. La section de législation se demande également si les mots "public et libre" signifient en réalité "organisé ou subventionné par les pouvoirs publics", ou revêtent un autre sens.

3. Au 10°, la disposition à l'examen fait référence à la notion de "périmètre de développement renforcé du logement et de la rénovation urbaine régi par un programme de revitalisation approuvé par le Gouvernement, en application de l'ordonnance organique de la revitalisation des quartiers du 7 octobre 1993".

Or, l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ne connaît pas la notion de "périmètre de développement renforcé du logement et de la rénovation".

Certes, les articles 4 et 5 de cette ordonnance habilitent les communes à adopter des programmes de revitalisation d'un quartier, à approuver par le Gouvernement.

⁽⁶⁾ Selon les termes employés par l'article 4, § 2, 4°, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, tel que modifié par l'article 60 de la loi du 21 juin 2002 relative au Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues.

Ces programmes comportent notamment le plan du périmètre dans lequel sont localisées les opérations de revitalisation.

Selon l'article 3 de l'ordonnance,

"La revitalisation d'un quartier a pour objectif de le restructurer, en tout ou en partie, de manière à restaurer ses fonctions urbaines, économiques et sociales dans le respect de ses caractéristiques architecturales et culturelles propres.

La revitalisation (...) est réalisée au moyen d'une ou de plusieurs opérations qui consistent à maintenir ou à accroître et à améliorer l'habitat, les infrastructures de proximité, les implantations mixtes et les espaces publics".

Ces opérations sont énumérées à l'article 4 de l'ordonnance.

Au regard des dispositions précitées de l'ordonnance du 7 octobre 1993, la terminologie employée par le texte en projet devrait être précisée ou modifiée, afin de faire apparaître clairement quels sont les périmètres établis en vertu de ladite ordonnance qui sont visés par la disposition en projet.

Article 3

La disposition examinée sera complétée afin de mentionner avec précision à quel moment doivent être introduites les demandes de subventions auxquelles l'arrêté en projet s'applique ⁽⁷⁾.

⁽⁷⁾ Sur cette question, il est renvoyé à l'avis 25.066/2, donné le 12 avril 1996, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté "fixant une subvention pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé", devenu l'arrêté du 30 mai 1996, ainsi qu'à l'avis 30.288/2/V, donné le 19 juillet 2001, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention à une personne de droit privé pour des travaux de conservation exécutés à un bien classé".

Article 4

1. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, 2°, la section de législation se demande si, au regard du principe d'égalité, il n'y a pas lieu de prendre en considération, dans une certaine mesure, les travaux exécutés par un bénéficiaire privé, comme c'est le cas, au 3°, pour le bénéficiaire public.

2. Au paragraphe 2, qui concerne les actes et travaux qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme, le 4° impose de joindre à la demande les renseignements exigés au paragraphe 1^{er}, 2° et 3°.

Cette disposition n'a pas de sens en ce qu'elle impose d'indiquer le numéro d'ordre sous lequel les travaux concernés sont mentionnés dans la demande de permis d'urbanisme.

La disposition examinée sera modifiée en conséquence.

Article 6

Il conviendrait de prévoir un système permettant à l'autorité subsidiaire d'être informée de la date à laquelle le permis d'urbanisme aura acquis un caractère définitif, ou de l'application que l'autorité saisie de la demande de permis d'urbanisme ferait de l'article 152quater de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Article 7

1. Selon le paragraphe 1^{er}, 4°, c'est à l'administration qu'il revient de juger du caractère suffisant de l'assurance concernée. Dans la mesure où l'autorité subsidiaire est définie par l'article 1^{er}, 5°, comme le Gouvernement où, en cas de délégation, le Ministre, c'est à cette autorité et non à l'administration que cette décision devrait appartenir.

.../...

2. Au paragraphe 2, il convient de remplacer les mots "Pendant l'exécution des travaux :" par les mots "Pendant l'exécution des actes et travaux :".

3. Au paragraphe 3, 1°, la section de législation se demande quelle est la différence entre les notions de "circonstances fortuites" et de "cas de force majeure".

Dès lors, soit la disposition sera revue afin de faire apparaître la différence de nature entre ces deux notions, soit, si elles revêtent une signification identique, la référence à l'une d'entre elles sera omise.

4. Au paragraphe 4, 2°, seule est prise en considération l'hypothèse dans laquelle le bénéficiaire de la subvention est propriétaire du bien sur lequel portent les actes et travaux subventionnés et où il revend ce bien.

Au regard des articles 10 et 11 de la Constitution et compte tenu de la définition que l'arrêté en projet donne du bénéficiaire, la section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs les hypothèses dans lesquelles le bénéficiaire est titulaire d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, et où il cède ensuite son droit, ne sont pas prises en considération.

Article 8

1. A l'alinéa 2, dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer le mot "délivrante" par le mot "subsidiante".

2. A l'alinéa 2, 1°, la section de législation se demande s'il n'y a pas lieu de remplacer le mot "offres" par le mot "estimations". En effet, il résulte de l'article 4 de l'arrêté en projet que lorsque le demandeur est un "bénéficiaire public", celui-ci doit communiquer à l'administration le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le métré estimatif et non les offres déposées par les soumissionnaires.

.../...

Article 10

Au paragraphe 2, 1°, l'arrêté en projet précisera ce qu'il entend par les mots "réaffectation" et "utilisation effective et durable".

Article 11

Le texte en projet précisera le moment où la demande de paiement est introduite.

Article 12

Aux deux alinéas de cette disposition, il convient de remplacer les mots "les travaux" par les mots "les actes et travaux".

Article 13

Le paragraphe 2 de la disposition en projet ne précise pas si sont seules prises en compte pour l'application de cette disposition les plus-values réalisées en raison des actes et travaux qui ont justifié l'octroi de la subvention prévue par l'arrêté en projet.

Si tel est le cas, le texte en projet le précisera.

Si tel n'est pas le cas, la section de législation n'aperçoit pas ce qui, au regard du principe d'égalité, pourrait justifier que des plus-values réalisées en raison de travaux autres que ceux qui peuvent faire l'objet de subventions en vertu de l'arrêté en projet, seraient déduites de la subvention octroyée en vertu de celui-ci.

Article 15

Selon l'alinéa 2 de la disposition examinée, l'arrêté en projet ne s'applique pas aux demandes de subventions en cours d'instruction lors de son entrée en vigueur, à l'exception des dispositions du chapitre V, à savoir les articles 8 à 10 relatifs au mode de calcul et aux taux des subventions.

Cette disposition n'organise par contre aucun régime transitoire en faveur des bénéficiaires des subventions déjà octroyées au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Or, celui-ci comporte, en ses chapitres VI et VII, des dispositions relatives à la liquidation, au paiement et à la restitution de subventions qui, à défaut de disposition dérogatoire expresse, ont vocation à s'appliquer aux subventions déjà octroyées avant son entrée en vigueur.

Le texte devrait être complété afin de combler cette lacune.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In tegenstelling tot wat het eerste lid van de aanhef van het ontworpen besluit doet uitschijnen, is de grondslag van het besluit niet artikel 108 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, maar wel artikel 33 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed. Het eerste lid van de laatstgenoemde bepaling machtigt de regering immers om de voorwaarden vast te stellen voor toekenning van de in artikel 32 bedoelde subsidie ⁽¹⁾, de procedure en de financiële bijdragen van de subsidiërende overheden.

In de aanhef van het ontworpen besluit moet het eerste lid dus vervallen.

2. Ook al vormt alleen artikel 33 van de voornoemde ordonnantie van 4 maart 1993 de rechtsgrond van het ontworpen besluit, toch moet het besluit in verband worden gebracht met andere bepalingen van die ordonnantie en van de voornoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 die ertoe strekken een nieuwe regeling inzake één enkele vergunning op het gebied van de stedenbouw en van het behoud van het erfgoed in te voeren.

Verscheidene bepalingen van het onderzochte ontwerp ⁽²⁾ betreffen immers het geval waarin de gesubsidieerde handelingen en werken afhankelijk worden gesteld van het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning. Nergens in die bepalingen wordt gealludeerd op de vergunning waarvan sprake is in artikel 27 van de ordonnantie van 4 maart 1993.

⁽¹⁾ Te weten de subsidie die wordt toegekend wanneer werkzaamheden moeten worden uitgevoerd voor de instandhouding van een beschermd goed dat tot het onroerende erfgoed behoort.

⁽²⁾ Zie inzonderheid artikel 2, tweede lid, artikel 4, artikel 6 en artikel 7, §§ 1 en 3, 1°.

Gelet daarop moet eraan herinnerd worden dat de nieuwe regeling inzake één enkele vergunning vastgelegd is in de volgende bepalingen van de ordonnantie van 18 juli 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw ⁽³⁾ :

- artikel 33, 2° en 3°, dat artikel 84 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw wijzigt;
- artikel 44, dat het opschrift van titel III, hoofdstuk III, afdeling IX, van diezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 45, dat artikel 139 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 46, 2°, dat artikel 140 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 47, dat artikel 141 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 48, 1°, dat artikel 142 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- de artikelen 68 tot 71, die de artikelen 12, 14, 27, 37 en 42 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed vervangen;
- artikel 72, dat artikel 14 van de ordonnantie van 5 juni 1997 inzake de milieuvergunning vervangt.

Overeenkomstig artikel 74, § 1, van de ordonnantie van 18 juli 2002 moet de regering de datum van inwerkingtreding van die verschillende wijzigingsbepalingen vaststellen.

⁽³⁾ Die ordonnantie wijzigt voorts de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed en de ordonnantie van 5 juni 1997 inzake de milieuvergunning.

In de stand van de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte teksten is zulks nog niet het geval ⁽⁴⁾.

Bijgevolg kan het ontworpen besluit alleen worden aangenomen indien de regering vooraf een besluit heeft genomen omtrent de inwerkingtreding van de voornoemde artikelen van de ordonnantie van 18 juli 2002. Voorts moet het ontworpen besluit aldus in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt dat het besluit niet in werking treedt vóór die wetgevende bepalingen ⁽⁵⁾.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

1. In onderdeel 6° van de onderzochte bepaling worden de kerkfabrieken beschouwd als "openbare begunstigden".

⁽⁴⁾ Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 12 december 2002 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw bepaalt alleen de datum van inwerkingtreding van de artikelen 33, 1°, en 45 (met uitzondering van artikel 139, 3°, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 zoals het is gewijzigd bij de ordonnantie van 18 juli 2002). Die bepalingen zijn overeenkomstig artikel 1 van het besluit van 12 december 2002 in werking getreden op 17 januari 2003, de datum van bekendmaking van dat besluit in het Belgisch Staatsblad.

⁽⁵⁾ Zie in dat verband advies 33.908/2/V, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 28 augustus 2002 heeft gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de lijst met handelingen en werken van openbaar nut waarvoor de stedenbouwkundige vergunningen en de verkavelingsvergunningen afgegeven worden door de gemachtigde ambtenaar", en advies 34.211/4, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 27 november 2002 heeft gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik".

In het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom in diezelfde hoedanigheid en meer in het algemeen niet "de besturen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten en de instellingen die belast zijn met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen"⁽⁶⁾ worden vermeld.

2. In datzelfde onderdeel 6° moet worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "de scholen van het openbaar en vrij onderwijs". De vraag rijst immers of daaronder alle onderwijsinstellingen verstaan worden, zonder onderscheid en ongeacht de graad van onderwijs die er wordt verstrekt. De afdeling Wetgeving vraagt zich tevens af of de woorden "openbaar en vrij" in werkelijkheid "georganiseerd of gesubsidieerd door de overheid" betekenen, dan wel of ze een andere betekenis hebben.

3. In onderdeel 10° van de onderzochte bepaling is sprake van "de perimeter van versterkte ontwikkeling van de huisvesting en de stadsvernieuwing en waarop een herwaarderingsprogramma van toepassing is goedgekeurd door de Regering, bij toepassing van de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende herwaardering van de wijken".

In de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van herwaardering van de wijken is evenwel geen sprake van een "perimeter van versterkte ontwikkeling van de huisvesting en de stadsvernieuwing".

De artikelen 4 en 5 van die ordonnantie machtigen de gemeenten echter ertoe programma's met het oog op de herwaardering van een wijk aan te nemen, die door de regering moeten worden goedgekeurd.

⁽⁶⁾ Volgens de bewoordingen van artikel 4, § 2, 4°, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 21 juni 2002 betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen.

Die programma's omvatten onder meer het plan van de perimeter waarop de herwaarderingsprojecten gelokaliseerd worden.

Artikel 3 van de ordonnantie bepaalt :

"Met de herwaardering van een wijk wordt de volledig of gedeeltelijke herstructurering ervan beoogd om haar stedelijke economische en sociale functie te herstellen met inachtneming van de architecturale en culturele eigenheden.

De in het vorige lid bedoelde herwaardering wordt verwezenlijkt via één of meerdere projecten die tot doel hebben de woongelegenheden en de openbare ruimten in stand te houden of uit te breiden en te verbeteren, en waarvoor subsidies kunnen worden toegekend aan de gemeenten".

Die projecten worden opgesomd in artikel 4 van de ordonnantie.

In het licht van de voornoemde bepalingen van de ordonnantie van 7 oktober 1993 moet de terminologie die in de ontworpen tekst wordt gebruikt, gepreciseerd of gewijzigd worden, zodat duidelijk blijkt welke perimeters vastgesteld krachtens die ordonnantie bedoeld worden in de ontworpen bepaling.

Artikel 3

De onderzochte bepaling moet worden aangevuld, waarbij nauwkeurig wordt vermeld op welk tijdstip de aanvragen om een subsidie waarop het ontworpen besluit toepasselijk is ⁽⁷⁾, moeten worden ingediend.

⁽⁷⁾ In dat verband wordt verwezen naar advies 25.066/2, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 12 april 1996 gegeven heeft over een ontwerp van besluit "tot regeling van de subsidiëring van werken tot behoud van een beschermd goed, uitgevoerd door een privaatrechtelijke rechtspersoon", dat het besluit van 30 mei 1996 is geworden, en naar advies 30.288/2/V, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 19 juli 2001 gegeven heeft over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toekennen van een subsidie aan een privaatrechtelijk rechtspersoon voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud".

Artikel 4

1. De afdeling Wetgeving vraagt zich in verband met paragraaf 1, 2°, af of in het licht van het gelijkheidsbeginsel niet in zekere mate de werken uitgevoerd door een particulier-begunstigde in aanmerking moeten worden genomen, zoals in onderdeel 3° het geval is met de openbare begunstigde.

2. Volgens onderdeel 4° van paragraaf 2, die de handelingen en werken betreft waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning vereist is, moeten bij de aanvraag de inlichtingen vereist bij paragraaf 1, 2° en 3°, worden gevoegd.

Die bepaling heeft alleen zin in zoverre ze voorschrijft dat het volgnummer moet worden opgegeven waarmee de desbetreffende werken worden aangeduid in de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning.

De onderzochte bepaling moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 6

Er moet worden voorzien in een regeling waarbij de subsidiërende overheid kan worden ingelicht over het tijdstip waarop de stedenbouwkundige vergunning definitief is geworden, ofwel over de toepassing die de overheid waaraan de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning is gericht, zal geven aan artikel 152quater van de voornoemde ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 7

1. Volgens paragraaf 1, 4°, komt het aan het bestuur toe om te oordelen of de desbetreffende verzekering toereikend is. In zoverre de subsidiërende overheid in artikel 1, 5°, gedefinieerd wordt als de regering, of - in geval van delegatie - de minister, moet die beslissing worden genomen door die instantie, doch niet door het bestuur.

.../...

2. In paragraaf 2 moeten de woorden "Tijdens de uitvoering van de werken :" vervangen worden door de woorden "Tijdens de uitvoering van de handelingen en werken :".

3. De afdeling Wetgeving vraagt zich af wat in paragraaf 3, 1°, het onderscheid is tussen de begrippen "onvoorziene omstandigheden" en "heirkracht".

Ofwel moet de bepaling worden herzien, waarbij het onderscheid tussen beide duidelijk wordt gemaakt, ofwel moet één van beide vervallen indien de betekenis dezelfde is.

4. In paragraaf 4, 2°, is alleen sprake van het geval dat de begunstigde van de subsidie eigenaar is van het goed waarop de gesubsidieerde handelingen en werken betrekking hebben en hij het goed verkoopt.

In het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en gelet op de definitie die in het ontworpen besluit wordt gegeven van de begunstigde, ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom de gevallen dat de begunstigde een recht van vruchtgebruik, erfpacht of opstal bezit en vervolgens zijn recht overdraagt, niet in aanmerking worden genomen.

Artikel 8

1. In de inleidende zin van het tweede lid vervange men het woord "uitreikende" door het woord "subsidiërende".

2. De afdeling Wetgeving vraagt zich in verband met het tweede lid, 1°, af of het niet beter is het woord "offertes" te vervangen door het woord "ramingen". Uit artikel 4 van het ontworpen besluit volgt immers dat als de aanvrager een "openbare begunstigde" is, deze aan het bestuur het bestek moet meedelen, het samenvattend

.../...

quantabestek en het quantabestek met kostenraming, doch niet de offertes ingediend door de inschrijvers.

Artikel 10

In paragraaf 2, 1°, moet worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "herbestemming" en "daadwerkelijk en duurzaam gebruik".

Artikel 11

De ontworpen tekst moet aangeven op welk tijdstip de aanvraag tot uitbetaling wordt ingediend.

Artikel 12

In de beide leden van deze bepaling moeten de woorden "de werken" vervangen worden door de woorden "de werken en handelingen".

Artikel 13

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel bepaalt niet of voor de toepassing ervan alleen de meerwaarden in aanmerking worden genomen die zijn verkregen als gevolg van de handelingen en werken die de toekenning van de subsidie voorgeschreven bij het ontworpen besluit hebben gewettigd.

Indien zulks het geval is, moet dat in de ontworpen tekst worden aangegeven.

Indien dat niet het geval is, ziet de afdeling Wetgeving niet in op welke grond in het licht van het gelijkheidsbeginsel gerechtvaardigd kan worden dat meerwaarden verkregen als gevolg van andere werken dan die waarvoor krachtens het ontworpen besluit

.../...

subsidies kunnen worden toegekend, in mindering kunnen worden gebracht van de krachtens dat besluit toegekende subsidie.

Artikel 15

Volgens het tweede lid van de onderzochte bepaling is het ontworpen besluit niet van toepassing op de aanvragen om een subsidie waarvoor het onderzoek loopt op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van het bepaalde in hoofdstuk V, te weten de artikelen 8 tot 10, die de wijze van berekenen en het subsidiepercentage betreffen.

Die bepaling voorziet echter in geen enkele overgangsregeling ten gunste van degenen die reeds een subsidie hebben ontvangen op het tijdstip van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. De hoofdstukken VI en VII bevatten evenwel bepalingen met betrekking tot de vereffening, de uitbetaling en de teruggave van subsidies, die bij ontstentenis van een uitdrukkelijke uitzonderingsbepaling bedoeld zijn om toepassing te vinden op de subsidies die reeds vóór de inwerkingtreding ervan zijn toegekend.

De tekst moet worden aangevuld teneinde in die leemte te voorzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A. VAGMAN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A. VAGMAN, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS